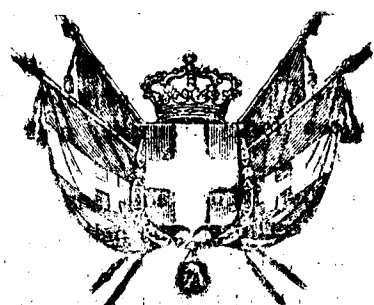
Anno 1870

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con vaglia postale francato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 250

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno L.	Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	42	22	12
Per le Provincie del Regno		46	24	13
Svizzera		58	31	17
Roma (franco ai confini)		52	27	15

Firenze, Domenica 11 Settembre

		Anno L.	Sem.	Trim.
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		82	44	24

PARTE UFFICIALE

In presenza dei gravi avvenimenti che si svolgono in Europa e delle condizioni politiche d'Italia, il Governo del Re incaricò il conte Ponza di San Martino di recarsi a Roma e di consegnare a Sua Santità una lettera di S. M. il Re. Lo scopo della missione del conte di San Martino appare dalle istruzioni dategli da S. E. il Presidente del Consiglio. Esse sono del tenore seguente:

Il Presidente del Consiglio dei Ministri al conte Ponza di San Martino:

Firenze, 8 settembre 1870.

Signor Conte,

Ella è incaricata di recarsi a Roma latore di una lettera di S. M. il Re al Sommo Pontefice Pio IX, nel momento solenne in cui il Governo del Re è chiamato dagli interessi dell'Italia e della Santa Sede a prendere i provvedimenti necessari alla sicurezza del territorio nazionale.

S. M. il Re, custode e garante dei destini italiani, ed altamente interessato, come cattolico, a non abbandonare la sorte della Santa Sede e quella dell'Italia a pericoli, che il coraggio del Santo Padre sarebbe troppo disposto ad affrontare, sente il dovere di prendere in faccia all'Europa ed alla Cattolicità, la responsabilità del mantenimento dell'ordine nella penisola e della sicurezza della Santa Sede.

Il Governo del Re mancherebbe al proprio compito, se aspettasse a prendere le risoluzioni più confacenti a questo scopo, che l'agitazione conducesse a gravi disordini ed alla effusione del sangue.

Ci riserviamo adunque di far entrare le nostre truppe nel territorio romano, quando le circostanze ce lo dimostrino necessario, lasciando alle popolazioni la cura di provvedere alla propria amministrazione.

Il Governo del Re e le sue forze si restringono assolutamente ad un'azione conservatrice e tutelare dei diritti imprescrittibili dei Romani, e degli interessi che ha il mondo cattolico alla intiera indipendenza del Sommo Pontefice. Lasciando non pregiudicata ogni questione politica che può essere sollevata dalle manifestazioni libere e pacifiche del popolo romano, il Governo del Re è fermo nello assicurare le garanzie necessarie alla indipendenza spirituale della Santa Sede, e farne anche argomento di future trattative fra l'Italia e le potenze interessate.

Sarà cura di V. S. di far intendere al Santo Padre quanto solenne sia il momento attuale per l'avvenire della Chiesa e del Papato. Il Capo della cattolicità troverà nelle popolazioni italiane una profonda devozione, e conserverà sulle sponde del Tevere una Sede onorata e indipendente da ogni umana sovranità.

Sua Maestà si dirige al Pontefice coll'affetto di figlio, colla fede di cattolico, con animo di Re e di italiano. Sua Santità non respingerà in questi tempi minacciosi alle più venerate istituzioni ed alla pace dei popoli, la mano che lealmente gli si stende in nome della religione e dell'Italia.

Gradisca, ecc.

G. Lanza.

Il Ministro degli Affari Esteri aveva indirizzato a tale proposito ai rappresentanti di S. M. all'estero i seguenti dispacci circolari:

Il Ministro degli Affari Esteri ai Rappresentanti di S. M. all'estero:

I.

Florence, 29 août 1870.

(Circulaire)

Monsieur,

Les événements actuels ont avec la question romaine des rapports sur lesquels plusieurs Gouvernements ont cherché à connaître nos vues. Ils reconnaissent les difficultés inhérentes à la situation anormale de la Papauté; ils prévoient les éventualités qui peuvent s'ensuivre, et ils désirent connaître les idées adoptées à ce sujet dans le pays qui est appelé à régler avec le monde catholique les conditions de la transformation du pouvoir pontifical, conséquence inévitable du progrès des temps et des changements politiques accomplis dans la péninsule.

Le Gouvernement du Roi n'a aucune difficulté de s'expliquer sans réticence à cet égard. Nous le faisons d'autant plus volontiers que la question romaine, personne n'en est plus convaincu que nous, n'est pas de celles que l'on peut supprimer en les entourant d'un silence factice; le respect même professé par tous les Gouvernements et par tous les esprits vraiment religieux et libéraux pour les grands intérêts qui y sont engagés, doit faire sentir à chacun qu'il est du devoir commun de ne pas en abbandonner le sort à une aveugle fatalité.

L'Italie n'a jamais cessé de maintenir la question romaine dans la sphère qui lui appartient, au dessus de tout autre intérêt plus particulier et plus variable. Elle s'est toujours montrée disposée à y reconnaître deux éléments qu'il faut concilier, sans sacrifier l'un à l'autre; d'une part, les aspirations nationales de l'Italie, le droit du peuple romain de régler les conditions de son gouvernement, — de l'autre, la nécessité d'assurer l'indépendance, la liberté, l'autorité religieuse du Pontife. Notre but constant, depuis que la question romaine est posée, a été de rassurer le monde catholique sur les garanties de sécurité et de dignité que l'Italie, plus que tout autre Etat, est en mesure d'assurer au Saint-Siége. Aujourd'hui comme toujours, l'Italie cherche à sauvegarder la question romaine vis à-vis des passions des partis politiques, et à lui donner une solution qui tranquillise les consciences en donnant satisfaction aux vœux légitimes du pays, et écarte le danger toujours renaissant de violences auxquelles l'état actuel du territoire pontifical semble inviter, tour à tour, chacun des partis extrêmes.

Si le côté religieux de la question, qui devrait être le seul important, est désormais résolu dans la conscience des catholiques les plus éclairés, les plus graves difficultés sont encore malheureusement soulevées par des intérêts d'un autre ordre qui s'y sont artificiellement mêlés, et auxquels se trouve ainsi subordonné ce qu'il y a d'essentiel dans les affaires de Rome.

La Convention du 15 septembre 1864 a eu précisément pour objet d'écarter le principal de ces obstacles de fait qui ne proviennent pas du fond même de la question romaine: je veux parler de l'intervention de la force étrangère. Cet acte visait à réaliser une situation dégagée de toute complication extérieure, et dans laquelle les intérêts du Saint-Siége et ceux des Romains et de l'Italie se trouveraient placés en face les uns des autres, en sorte qu'une conciliation entre eux pût s'effectuer. En acceptant les obligations de la Convention, l'Italie restait fidèle au devoir de ne pas abandonner cette question d'ordre moral et religieux aux surprises de la violence; quelle que fût du reste la marche des événements, une application régulière de la Convention devait garantir que ni l'emploi de la force, ni les accidents politiques du dehors ne reviendraient troubler le cours paisible et normal d'une transformation inévitable de la situation respective des Romains et du Saint-Siége.

Les accords du 15 septembre 1864 n'étaient donc pas la solution de la question romaine. Ils posaient seulement cette question dans des conditions telles qu'elle pût aboutir sans secousse à son dénoûment.

Par une conséquence de la situation troublée qui existe en Europe depuis 1866, la Convention n'a pas suffi à écarter les causes extérieures qui empêchent la solution naturelle de la question romaine.

Encouragé par les incertitudes de l'avenir et par le retour de l'intervention étrangère, et obéissant à des tendances qui, du reste, sont les conséquences inevitables de son système, le Gouvernement pontifical continua à appliquer à ses sujets ces mêmes principes de gouvernement dont la simple énonciation a soulevé les protestations de tous les Etats catholiques. Dans ses rapports avec l'Italie, la Cour de Rome a cru devoir se refuser même aux tempéraments les plus transitoires et de simple administration. Elle a pris l'attitude d'un gouvernement ennemi établi au centre de la péninsule, cherchant dans les complications européennes la possibilité d'amener de nouvelles interventions militaires, enrôlant des forces étrangères et leur donnant, contrairement à l'esprit de la Convention, non pas la simple mission de la conservation de l'ordre intérieur, mais le caractère d'une armée de la réaction, d'un noyau pour une prétendue croisade. Les provinces romaines sont ainsi devenues pour nous le centre d'action du parti qui spécule sur des interventions pour restaurer un autre état de choses dans la péninsule, et en même temps un terrain tout préparé pour servir à une propagande anarchique contre l'Italie.

Les conséquences d'une pareille situation, en présence de la guerre actuellement engagée et des complications qui pourraient encore s'ensuivre, sont graves pour nous.

Il n'est de l'intérêt d'aucune puissance que l'Italie, Etat catholique, et neutre dans le conflit actuel, demeure exposée à ce que sa tranquillité et ses rapports extérieurs puissent dépendre du parti que tireront des affaires romaines les manœuvres de la réaction ou de la révolution. Le sentiment national froissé, notre politique conciliante en Europe en butte aux soupçons, notre action au dehors paralysée ou sollicitée par des pressions factices, l'ordre dans la péninsule rendu précaire, tels sont les effets d'une situation pareille.

C'est la force des choses qui, à chaque phase nouvelle des affaires de l'Europe, fait sentir plus impérieusement la nécessité de résoudre la question romaine. Nous croyons que c'est faire acte de prévoyance et de sagesse que d'écarter les considérations transitoires qui ont fait suspendre jusqu'ici une solution, et d'aborder pratiquement, dans ses conditions essentielles, un problème qui touche aux destinées d'un peuple et à la grandeur du catholicisme.

A ce point de vue, il sera plus facile de déterminer les bases d'un accord, et de réaliser cette adhésion morale des Gouvernements catholiques où l'Italie a toujours vu le gage le plus efficace d'une bonne solution.

Nous n'apportons aucune vue arbitraire dans le choix des moyens d'assurer à la Papauté une situation indépendante, sûre et digne. Depuis dix ans, dans le cours de négociations souvent reprises et toujours interrompues par les événements politiques, les bases possibles d'une solution définitive de la question romaine ont été confidentiellement reconnues, en principe, et subordonnées seulement à des considérations d'opportunité et de convenance politique, par la France aussi bien que par d'autres puissances.

Lorsque cette solution sera réalisée, les heureux effets s'en étendront bien au-delà de nos frontières; car ce n'est pas seulement en Italie que l'antagonisme entre le sentiment religieux et l'esprit de civilisation et de liberté trouble les consciences et jette le désordre moral parmi les populations.

Agréez, ecc.

Visconti Venosta.

Il Ministro degli Affari Esteri ai Rappresentanti di S. M. all'estero:

II.

Florence, 7 septembre 1870.

(Circulaire)

Monsieur,

Le Gouvernement du Roi n'a eu que trop d'occasions de signaler, dans ces dernières années, les dangers de l'antagonisme qui existe entre le Gouvernement pontifical et l'Italie. Ces dangers, qui ont été reconnus souvent par les puissances, n'avaient cependant pas alors le caractère de gravité décisive qu'ils prennent aujourd'hui, et dont je vous ai prévenu par ma circulaire du 29 août dernier.

S'il est une maxime reconnue par toutes les autorités en droit positif, c'est que chaque Gouvernement a le droit et le devoir de pourvoir à sa propre sécurité, et de s'opposer à ce qui peut constituer pour lui un péril et un empêchement à la protection qu'il doit aux intérêts essentiels de ses nationaux. Aussi, la Convention de septembre a-t-elle laissé au Gouvernement du Roi sa liberté d'action pour les cas prévus ou non dans lesquels l'état de choses existant sur le territoire pontifical constituerait un danger ou une menace contre la tranquillité ou la sûreté de l'Italie.

Or, si en septembre 1864, lorsque rien n'autorisait à prévoir que l'épreuve de la conciliation des intérêts des Romains avec ceux du St-Siége ne s'accomplirait pas en pleine paix, une réserve de ce genre a été jugée conforme à la justice, il semble superflu de remarquer combien l'application en est légitime en ce moment.

L'Italie, en effet, obligée, comme les pays voisins des deux nations belligérantes, de ne rien négliger pour sauvegarder sa sécurité, en est empêchée par l'état de choses que maintient dans une enclave de la péninsule un gouvernement théocratique en hostilité déclarée contre l'Italie, ne pouvant, de son propre aveu, subsister que par des interventions étrangères, et dont le territoire offre une base d'opération à tous les éléments de désordre.

Aujourd'hui que la guerre entre la France et l'Allemagne a pris un caractère extrême, et jette une grande incertitude dans les relations internationales, il ne s'agit plus seulement pour nous, dans la question romaine, d'une revendication légitime de nos droits et de nos intérêts, mais de la nécessité de remplir les devoirs impérieux qui sont la raison d'être des Gouvernements.

Sa Majesté le Roi, gardien et dépositaire de l'intégrité et de l'inviolabilité du sol national, intéressé comme souverain d'une nation catholique à n'abandonner à aucun accident le sort du Chef de l'Eglise, prend comme il le doit avec confiance, en face de l'Europe et de la catholicité, la responsabilité du maintien de l'ordre dans la péninsule et de la sauvegarde du St-Siége. Le Gouvernement de Sa Majesté se réserve de ne pas attendre, pour prendre des résolutions en conséquence, que l'agitation signalée sur le territoire pontifical, suite naturelle des événements du dehors, aboutisse à des effusions de sang entre les Romains et les forces étrangères. Ce serait sacrifier nos devoirs à un trop facile allégement de responsabilité, que de laisser s'exposer aux risques de déplorables conflits le Saint Père, inébranlable dans sa résistance, les Romains qui nous déclarent s'apprêter à revendiquer leurs droits, la sûreté, enfin, des personnes et des propriétés dans les provinces. Nous occuperons donc, quand nos informations nous le feront juger opportun, les points nécessaires pour la sécurité commune, en laissant aux populations le soin de leur propre administration.

Le gouvernement du Roi, en maintenant expressément en principe le droit national, se renfermera toutefois dans les limites d'une action conservatrice et tutélaire à l'égard du droit qu'ont les Romains de disposer de leurs destinées, et des intérêts qui reposent pour chaque Etat ayant des sujets catholiques sur les garanties d'indépendance souveraine qui doivent être assurées à la Papauté. Quant à ce dernier objet, l'Italie, je le répète, est prête à prendre des arrangements avec les puissances sur les conditions à déterminer d'un commun accord pour assurer l'indépendance spirituelle du Pontife.

Agréez, etc.

Visconti Venosta.

Sua Maestà il Re, a proposta del Consiglio dei Ministri, ordinava questa mane che le RR. truppe entrassero nelle Provincie Romane.

Il Numero 5841 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduto il decreto Reale 14 agosto 1870, n. 5794, per l'emissione e l'inscrizione sul Gran Libro del Debito pubblico di nuove obbligazioni fruttifere al 5 per cento, per un capitale nominale di trecentotrentatre milioni di lire;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Alle serie nelle quali debbono essere emesse le obbligazioni suddette, giusta l'articolo 3 del Regio decreto 14 agosto 1870, n. 5794, sarà aggiunta quella di lire 20,000.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 25 agosto 1870.

VITTORIO EMANUELE.

Quintino Sella.

Il Numero 5851 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Vista la legge 22 aprile 1869, n. 5026;

Ritenuta l'opportunità di rimandare la definitiva organizzazione delle Ragionerie presso le varie Amministrazioni all'epoca in cui la esperienza avrà dimostrato la quantità di personale necessario a ciascuna di esse;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze;

Udito il Consiglio dei Ministri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Art. 1. Presso ciascun Ministero, ed anche, ove sia indispensabile, presso le Direzioni generali, vi sarà una Ragioneria colle attribuzioni affidate dalla legge 22 aprile 1869, n. 5026.

Art. 2. Fino a definitiva organizzazione del personale delle Ragionerie, sarà incaricato delle funzioni di Ragioniere un impiegato del Ministero, il quale sarà nominato a proposta del Ministro delle Finanze, d'accordo col Ministro competente.

Art. 3. L'incaricato delle funzioni di Ragioniere, finchè eserciterà queste funzioni, avrà un aumento di stipendio di lire mille sopra lo stipendio corrispondente al grado che d'altronde ha, o gli spetta, nell'Amministrazione.

Art. 4. Ciascun Ministro, d'accordo con quello delle Finanze, somministrerà ai Ragionieri che sono nel suo Ministero il personale occorrente perchè possa adempire le funzioni affidategli dalla legge.

Art. 5. Nei Ministeri ove sono più Ragionerie, queste faranno capo ad una di esse per la concentrazione di tutti i lavori relativi al patrimonio dello Stato, ed alla formazione dei bilanci, dei conti e delle situazioni finanziarie.

Art. 6. I Ragionieri saranno sotto la vigilanza del Ragioniere generale, e si conformeranno alle istruzioni che da questo riceveranno in materia contabile.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 4 settembre 1870.

VITTORIO EMANUELE.

Quintino Sella.

Il Num. MMCCCCXV (parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visti gli statuti e gli atti relativi alla costituzione della Società anonima per azioni nominative, sedente in Como sotto il titolo di *Società dei bagni pubblici della città di Como*;

Visto il titolo VII, libro I, del Codice di commercio;

Visti i Reali decreti del 30 dicembre 1865, n. 2727, e del 5 settembre 1869, n. 5256;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La Società anonima per azioni nominative, sedente in Como sotto il titolo di *Società dei bagni pubblici della città di Como*, costituitasi per atto privato del dì otto aprile 1870, è autorizzata, e gli statuti adottati con deliberazione dell'assemblea generale degli azionisti, in data 10 marzo 1870, sono approvati con le modificazioni prescritte dal presente decreto.

Art. 2. Le modificazioni da introdursi nello statuto della Società sono le seguenti:

A) L'articolo 14, dal principio fino al 3° periodo che incomincia colle parole « fino a che, » sarà riformato nel seguente modo:

« I cinque componenti la direzione durano in carica un biennio e sono rieleggibili. La rinnovazione ne è fatta parzialmente ogni anno, cioè tre componenti sono rinnovati nel primo anno del biennio, e due nel secondo. Nel primo anno la scadenza dall'ufficio è determinata dalla sorte, in tutti gli anni successivi dall'anzianità. »

B) Al primo periodo dell'articolo 31 è sostituita la disposizione seguente:

« Art. 31. L'adunanza di regola è legale in prima convocazione quando vi intervengano 15 azionisti rappresentanti almeno un sesto del capitale sociale. Pei casi di seconda convocazione si procederà ai termini dell'articolo 32. Quando però, ecc. »

Art. 3. La Società contribuirà nelle spese degli uffici d'ispezione per annue lire cinquanta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 18 luglio 1870.

VITTORIO EMANUELE.

Castagnola.

Il N. MMCCCCXVII *(Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visti gli statuti e gli atti relativi alla costituzione della Società anonima per azioni al portatore, sedente in Lecco col titolo di *Società anonima del gas illuminante corrente della città di Lecco;*

Visto il titolo VII, libro I, del Codice di commercio;

Visti i Reali decreti del 30 dicembre 1865, n. 2727, e del 5 settembre 1869, n. 5256;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di agricoltura, industria e commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La *Società anonima del gas illuminante corrente della città di Lecco*, costituitasi per atto pubblico del 21 aprile 1870, rogato Resinelli, è autorizzata, e gli statuti sociali inserti a detto atto sono approvati con le infrascritte modificazioni.

Art. 2. Le modificazioni da introdursi nello statuto della Società sono le seguenti:

A) Nell'articolo 21 è inserta una disposizione dicente: « Nessuno potrà aver più di cinque voti per le azioni sue proprie, e di altri cinque per le azioni che rappresenta in qualità di mandatario. »

B) In fine dell'articolo 27 è aggiunta questa disposizione: « Le deliberazioni sociali, colle quali sia riformato lo statuto, non sono esecutorie senza l'approvazione governativa. »

C) All'articolo 32 è sostituito il seguente:

« Art. 32. Nessuna proposta può essere oggetto di deliberazione, se non è stata preventivamente annunziata nell'avviso di convocazione. »

D) L'articolo 36, in principio, è riformato così:

« Art. 36. La durata in carica dei consiglieri di amministrazione è di due anni; verranno rinnovati parzialmente ogni anno, cambiandone tre nel primo anno del biennio e due nel secondo. Nel primo anno la sorte, ecc., ecc. »

Art. 3 La Società contribuirà per annue lire 100 nelle spese degli uffici d'ispezione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 18 luglio 1870.

VITTORIO EMANUELE.

CASTAGNOLA.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI.

Si fa noto che la corrispondenza telegrafica privata è pur sospesa col dipartimento francese della Senna, eccezione fatta pei telegrammi relativi a forniture militari od all'equipaggiamento dell'armata e per quelli a pubblicarsi dai giornali.

Firenze, 10 settembre 1870.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso al posto di professore di pianoforte vacante nel R. Conservatorio di musica di Milano, ed a cui va annesso l'annuo stipendio di lire duemila.

Gli aspiranti dovranno presentare a questo Ministero, non più tardi del 15 del prossimo venturo ottobre, le loro domande corredate da documenti che provino l'età, gli studi fatti, i gradi accademici ottenuti, ed in generale il loro valore artistico e l'attitudine all'insegnamento cui debbono attendere.

Il concorso sarà per titoli e per esame.

Firenze, 9 settembre 1870.

Per il Direttore della 2ª Divisione

E. MASI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

(Terza pubblicazione).

Si è chiesta la rettifica della rendita iscritta al consolidato 5 0/0 presso la Direzione del Debito Pubblico di Napoli, n. 16627, di lire 510 e n. 16624 di lire 510 a favore di D'Aquino Antonio fu Emanuele e n. 16626 di lire 765 a favore di D'Aquino Giulia fu Emanuele, tutte e tre vincolate d'usufrutto a favore di Fiorentino Antonio fu Raffaello, allegandosi l'identità della persona dell'usufruttuario con quella di Di Giuseppe Antonio fu Raffaele.

Si diffida chiunque possa avere interesse a tale rendita, che, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, quando non intervengano opposizioni di sorta, verrà praticata la chiesta rettifica.

Firenze, addì 17 agosto 1870.

Il Direttore Generale

F. MANCARDI.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI

PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(Prima pubblicazione)

Coerentemente al disposto degli articoli 178 e 179 del regolamento per le Casse dei depositi e dei prestiti, approvato con R. decreto 25 agosto 1863, numero 1444, si notifica, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato denunziato, nelle debite forme, lo smarrimento della polizza sottodesignata spedita dall'Amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti di Torino ne sarà rilasciato il duplicato appena trascorsi sei mesi dal giorno in cui avrà luogo la prima pubblicazione del presente, che sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di un mese e resterà di nessun valore il titolo precedente.

Polizza num. 4417 in data 30 novembre 1868 rappresentante un deposito della somma di lire 25 fatto da Rebaudengo avvocato Lorenzo fu Giovanni, domiciliato a Mondovì, a cauzione della libertà provvisoria di Perucca Pietro, alla quale venne ammesso con ordinanza del tribunale correzionale di Mondovì 20 ottobre 1868.

Firenze, 7 settembre 1870

Il Direttore Capo di Divisione

CERESOLE.

Visto, *per il Direttore Generale*

G. GASBARRI.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI

PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(Prima pubblicazione)

Coerentemente al disposto dell'art. 101 del regolamento per le Cassa dei depositi e dei prestiti, approvato con R. decreto 25 agosto 1863, n. 1444, si notifica, per norma di chi possa avervi interesse, che, essendo stato denunziato, nelle debite forme, lo smarrimento del mandato sottodesignato spedito dall'Amministrazione della Cassa centrale dei depositi e prestiti in Firenze, ne sarà rilasciato il duplicato appena trascorsi venti giorni da quello in cui avrà luogo la terza pubblicazione del presente, che sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di giorni dieci, e resterà di nessun valore il titolo precedente.

Mandato n. 1363, esercizio 1870, per la somma di lire 170 50, intestato a favore di Palattini Luigi quale curatore del minore Nalin Antonio, in pagamento di frutti di depositi, esigibile presso la tesoreria di Padova.

Firenze, 7 settembre 1870.

Il Direttore Capo di Divisione

CERESOLE.

Visto, *per il Direttore Generale*

G. GASBARRI.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE VARIE

L'Amministrazione delle Ferrovie dell'Alta Italia avvisa il pubblico che in causa dei trasporti ordinati dal Governo, viene sospesa fino a nuovo avviso l'accettazione delle merci a piccola velocità nelle stazioni del Piemonte, della Lombardia, del Veneto e dell'Italia Centrale per le destinazioni oltre Bologna verso la Toscana.

La detta Amministrazione previene pure il pubblico che per circostanze eccezionali, a cominciare dal 10 corrente mese e fino a nuovo avviso, rimane sospesa la vendita dei biglietti d'andata e ritorno di terza classe giornalieri e di quelli delle tre classi festivi cui le stazioni di questa rete erano abilitate.

— La *Gazzetta Ticinese* ha da Berna, 7 settembre, quanto segue:

Dietro la notizia data dai pubblici fogli dello scoppio della peste bovina in diverse località di Francia e Germania, il dipartimento dell'interno ha assunto informazioni officiali, dalle quali consta che la peste fu introdotta da un trasporto di bestiame diretto all'armata germanica, che i primi casi avvennero in Kaiserslautern, ed altri ne avvennero nella Lorena (a Saargemünde) e nel dipartimento del Basso Reno. Se ne ebbero traccie anche in Dresda e Coblenza, dove i capi malati furono tosto uccisi e si presero le opportune precauzioni. Nella Baviera sulla destra del Reno, nel Wurtemberg e nel Baden non si ebbero casi. Sinora la peste bovina è constatata nel distretto di Treveri, nella Lorena, nel Basso Reno e nella Baviera renana, per cui al momento il pericolo che si introduca nella Svizzera non esiste che per il confine della Francia. Il dipartimento, fondato sull'art. 59 della Costituzione federale, ha perciò invitato i Cantoni di confine ad interdire ogni introduzione di bestiame cornuto, pecore e capre, fieno e paglia nella Svizzera. Per intanto si è sospesa l'applicazione di questa misura al confine della Germania.

— I giornali di Torino portano nelle loro tavole necrologiche l'annunzio della morte del commendatore Enrico Precerutti, professore in giurisprudenza di quella Università. Il Precerutti non aveva che 49 anni.

PREMIO RIBERI

Programma

Saranno aggiudicate lire 1000 in premio alla migliore delle memorie redatte da uffiziali del corpo sanitario militare sul tema seguente *Della vaccinazione e rivaccinazione.*

Sull'autorità degli uomini più competenti, non che in base a fatti numerosi accuratamente e senza prevenzione investigati, li concorrenti con una ragionata analisi critica delle contrarie opinioni attualmente dominanti, dovranno principalmente dimostrare se, allo stato attuale della scienza e dei risultati sperimentali, convenga, o non, abbandonare il metodo di vaccinazione più generalmente ora in uso, per abbracciare esclusivamente quello della vaccinazione animale.

Condizioni del concorso.

1° Nessuna memoria, per quanto meritevole, potrà conseguire il premio se l'autore non avrà adempiuto a tutte le condizioni del programma.

2° Le memorie non premiate potranno, ove ne siano giudicate degne, conseguire una menzione onorevole.

3° Le dissertazioni dovranno essere inedite e scritte in lingua italiana, francese o latina, ed i caratteri chiaramente leggibili.

4° Non potranno concorrere fuorchè i medici militari del nostro esercito e marina, tanto in attività di servizio quanto in aspettativa od in ritiro: ne sono però eccettuati i membri del Consiglio o della Commissione aggiudicatrice.

5° Ciascun concorrente contrassegnerà la sua memoria con un'epigrafe, la quale verrà ripetuta sopra una scheda suggellata contenente il nome, il pronome ed il luogo di residenza dell'autore.

6° È vietata qualunque espressione che possa far conoscere l'autore; ove ciò succedesse, questi perderebbe ogni diritto al conseguimento del premio.

7° Verranno soltanto aperte le schede della memoria premiata e delle giudicate meritevoli di menzione onorevole: le altre saranno abbruciate senza essere aperte.

8° L'estremo limite di tempo stabilito per la consegna delle memorie all'ufficio del Consiglio è il 30 novembre 1871: quelle che pervenissero in tempo posteriore saranno considerate come non esistenti.

9° La pubblicazione nel *Giornale di medicina militare* dell'epigrafe delle memorie servirà di ricevuta ai loro autori.

10. Il manoscritto delle memorie presentate al concorso apartiene di diritto al Consiglio, con piena facoltà a questo di pubblicarlo per mezzo della stampa. L'autore però è altresì libero di dare con lo stesso mezzo pubblicità alla propria memoria, anche emendata e modificata, purchè in questo caso faccia risultare degli emendamenti e delle modificazioni introdottevi in tempo posteriore alla trasmissione del relativo manoscritto al Consiglio.

Il Presidente
del Consiglio superiore militare di sanità
COMISSETTI.

Visto per l'approvazione
Il Ministro: GOVONE.

DIARIO

A Londra i rappresentanti diplomatici della Russia, dell'Austria, del Belgio, della Turchia e l'incaricato d'affari della Francia hanno avuto, alli 6 e 7 settembre, una conferenza con lord Granville, nelle sale del *Foreign Office*.

I periodici inglesi mantengono generalmente un certo riserbo nello apprezzare la rivoluzione del 4 settembre. Il *Daly News*, il quale si era per lo addietro mostrato ostile all'impero, applaudisce alla istituzione del governo provvisorio, senza tuttavia tacere le difficoltà cui dovrà andare incontro. Il *Times* raccomanda al nuovo governo di conchiudere la pace quanto prima, a fine di non aggravare le difficoltà che s'incontreranno nell'opera di riparazione materiale cui converrà metter mano, terminata che sia la guerra.

Il *Journal officiel* del giorno 8 pubblica la nota colla quale il signor Washburn, ministro degli Stati Uniti d'America a Parigi, ha risposto alla comunicazione del signor Giulio Favre. Il signor Washburn informa il ministro degli esteri di Francia di avere ricevuta dal gabinetto di Washington la missione « di riconoscere il governo della difesa nazionale come governo della Francia. » I fogli parigini rammentano come anche nel 1848 gli Stati Uniti sieno stati i primi a riconoscere la repubblica francese.

Lo stesso giornale, fra le sue comunicazioni, contiene un decreto, in virtù del quale la deliberazione concernente il richiamo del signor de Mosbourg dalla ambasciata di Vienna non avrà effetto. Il signor de Mosbourg continuerà a rimanere al suo posto.

In data dell'8 e del 9 erano già cominciati ad arrivare a Parigi i battaglioni della Guardia nazionale mobile dei dipartimenti chiamati alla difesa della capitale. La stampa in generale si loda della tenuta di questi corpi, ed esprime la fiducia che il loro concorso riuscirà di grande efficacia. Le teste di colonna degli eserciti prussiani si trovavano a Laon e ad Epernay. Un numero imponente di persone si affollava alle stazioni per lasciare Parigi. Il corpo del generale Vinoy vi era giunto intatto. L'ordine e la quiete regnavano in tutti i quartieri della città.

Scrivono da Brusselle che, in seguito ai fatti d'armi di Sedan, essendo cessato ogni imminente pericolo di altre violazioni della frontiera belga, il barone de Chazal, comandante le truppe di osservazione al confine del Belgio, ha fatte rientrare più addentro nelle provincie del regno le truppe medesime.

Lo *Staats-Anzeiger* di Berlino pubblica la intimazione fatta dal generale Vogel di Falkenstein al viceammiraglio Fourichon, comandante delle forze navali francesi nel mare del Nord, affinchè questi rinunciasse alla cattura, sul mare, delle proprietà private. Pubblica pure la risposta del viceammiraglio francese, il quale dichiarò: « Si tratterebbe di assicurare e concedere sul mare alla proprietà privata quel rispetto che il diritto delle genti le accorda su terra. Vostra Eccellenza non ignora che fino ad ora le convenzioni internazionali e i trattati non comportano siffatta stipulazione, ed ella vorrà ben riconoscere che tale oggetto spetta unicamente alla competenza dei nostri governi, e che io non ho verun diritto di trattarne. »

I giornali tedeschi contengono quasi unicamente relazioni e giudizi sulla catastrofe di Sedan e sul rivolgimento politico compiutosi in Parigi dopo quella. Taluni si occupano anche intorno all'atteggiamento delle potenze neutrali.

Un decreto pubblicato a Madrid nel giorno 5 settembre ordina che vengano accresciuti di 100 uomini i battaglioni dei reggimenti di linea, e di 350 i battaglioni di cacciatori. Sono anche richiamati i soldati in congedo; e verrà, all'uopo, chiamata pure la riserva.

Dalla frontiera pontificia ci arrivano le seguenti notizie:

Il giorno 9 corrente fu presentato al Sottoprefetto di Formia un indirizzo a S. M. il Re, firmato da cinquecento dei più distinti cittadini di Terracina, coll'intendimento di chiedere il pronto ingresso delle truppe italiane nel loro territorio. Indirizzi consimili si sottoscrissero da altri comuni e segnatamente dalla città di Velletri.

A Terracina nel giorno 10 si fece una dimostrazione pacifica, ma numerosa, innanzi al palazzo del Governatore, cui si presentò una deputazione di cittadini, colla domanda di cedere al voto del popolo acclamante Vittorio Emanuele II.

Al rifiuto del governatore, una deputazione si dirigeva a Formia per ripetere la domanda esposta nel presentato indirizzo. Sulla sera si rinnovava la dimostrazione per parte dei contadini che si raccolsero nella strada detta *Le mura* al grido di *Viva Vittorio Emanuele*.

A Velletri, Veroli Banco, Monte San Giovanni, nei comuni di Piperno, Sonnino, Sezze ed in molti altri, si prepararono apertamente, in onta alla rigorosa vigilanza della polizia romana, delle manifestazioni e sottoscrizioni d'indirizzi in favore dell'unità nazionale sotto lo scettro costituzionale di Vittorio Emanuele.

A Velletri l'agitazione è grandissima, quantunque sia occupata da buon numero di truppe, ed a Viterbo, da dove fu inviato al Governo del Re un indirizzo con 3500 firme, la popolazione è insorta al grido di *Viva il Re d'Italia*. I giovani atti alle armi si formarono in squadriglie per molestare i zuavi trincerati fortemente a Viterbo, a Montefiascone, a Valentano. La gendarmeria viene disarmata e lasciata libera.

Le Giunte locali affermano la tutela dell'ordine col nome di Vittorio Emanuele.

Sulle mura di Falvaterra e nei punti più eminenti sventolano bandiere tricolori; a Ceprano ve ne sono moltissime in ogni casa, specialmente nelle piazze, nei caffè e sul teatro. Ovunque veggonsi molti cartelli affissi col motto: *Viva Vittorio Emanuele in Campidoglio! Viva l'Italia!*

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 10.

Un decreto autorizza di trasferire a Tours la Camera criminale e la Corte di cassazione.

Lechine fu nominato direttore generale delle poste.

La corrispondenza telegrafica privata è sospesa nel dipartimento della Senna.

I dispacci destinati alla stampa continueranno ad essere accettati.

Un dispaccio di Coulommiers annunzia che i Prussiani erano attesi ieri sera a Ferté-sous-Jouarre.

Il *Giornale Ufficiale* pubblica una lettera del signor Kern, nella quale annunzia che la Svizzera riconosce la Repubblica francese, esprimendo la speranza che la Repubblica giungerà ben presto a dare alla Francia i benefici d'una pace onorevole, ed a consolidare per sempre la libertà e le istituzioni democratiche.

Il comm. Nigra in una lettera diretta al ministro Favre lo informa di avere ricevuto l'istruzione di mantenere col Governo provvisorio i rapporti più conformi alle simpatie esistenti fra i due paesi.

Parigi, 10.

CHIUSURA DELLA BORSA.

	9	10
Rendita francese 3 %	54 25	54 75
Id. ital. 5 %	48 25	48 25
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete . .	387 —	385 —
Obbligazioni.	212 —	— —
Ferrovie romane	— —	— —
Obbligazioni	100 —	— —
Obblig. ferr. *Vitt. Em.*	— —	— —
Obbligazioni ferr. merid. . . .	— —	— —
Cambio sull'Italia	— —	— —
Credito mobiliare francese . .	160 —	— —
Obblig. della Regìa Tabacchi .	— —	— —
Azioni	— —	— —
Vienna, 10.		
Cambio su Londra	— —	— —
Londra, 10		
Consolidati inglesi	92 1/4	92 1/4

Londra, 10.

La nave corazzata inglese *Captain* colò a fondo, mercoledì presso il Capo Finisterre, con tutto l'equipaggio, composto di 500 uomini. Vi si trovava a bordo il celebre costruttore Cowper-Coles.

Reims, 9 (ore 1 1/2 pom.)

(*Ufficiale*). — Oltre i 25 mila prigionieri fatti nella battaglia di Sedan, hanno capitolato 83,000 uomini, compresi 4000 ufficiali. Furono trovati 15,000 feriti. Caddero nelle nostre mani 400 pezzi di campagna, comprese 70 mitragliatrici, 150 pezzi d'assedio, 10,000 cavalli e un immenso materiale di guerra. Se vi si aggiungono le perdite della battaglia di Beaumont e 30,000 uomini ricoveratisi nel Belgio, le forze di Mac-Mahon prima della battaglia dovevano ascendere a circa 150,000 uomini.

Parigi, 10 (ore 2 25 pom.)

Informazioni comunicate dal Ministero:

Gli esploratori prussiani sono segnalati a Château-Thierry, Montmirail, Ferté-sous-Jouarre e Vailly-sur-Aisne. I Prussiani osservano una severa disciplina e impediscono le depredazioni.

Le comunicazioni ferroviarie sono libere da Parigi a Nogent-sur-Seine, e fra Chaumont, Mulhouse e Basilea.

Il prefetto dei Vosgi annunzia che la situazione di quel dipartimento è migliorata, e che nessun movimento di truppe prussiane vi è segnalato.

Toul continua a resistere energicamente; la guarnigione fa frequenti sortite vittoriose.

Corre voce che il maresciallo Bazaine molesti il nemico sotto Metz, ed abbia fatto una ricognizione sopra Pont-à-Mousson.

Le truppe prussiane concentrate intorno a Strasburgo abbandonarono tutti i villaggi circostanti ed impadronironsi d'un convoglio di munizioni destinato per Strasburgo.

Parigi, 10 (ore 4 10 pom.)

Informazioni comunicate dal Ministero:

***Epinal* 10. — Corre voce a Nancy che il maresciallo Bazaine in una recente ricognizione verso Pont-à-Mousson abbia fatto subire perdite considerevoli alla landwher sassone.**

Un telegramma da Coulommiers dice che gli esploratori nemici passarono ieri per Montmirail e Sesanne. Due corpi, ciascuno di 10,000 uomini, si avvicinavano a queste due città.

Il telegrafo di Soissons fu rotto iersera.

I nemici avvicinansi a Channy. (?)

Alcuni abitanti di Laon, giunti a Parigi, assicurano che ieri dopo mezzodì, dopochè lo stato maggiore prussiano era entrato nella fortezza, questa saltò in aria. Gli abitanti erano fuggiti.

Praga, 10.

Il giornale *La Politica* pubblica il seguente dispaccio di Berlino:

Il ministro degli Stati Uniti d'America a Berlino ebbe ordine col mezzo del telegrafo di invitare il governo prussiano a far cessare la guerra, perchè il Re aveva assicurato di non far punto la guerra contro il popolo francese, ma soltanto contro Napoleone. Il ministro americano non potrebbe assistere con indifferenza ad un ulteriore spargimento di sangue, cui la Prussia costringerebbe un governo, che per la sua costituzione è conforme al governo degli Stati Uniti. Il ministro americano informò immediatamente i ministri D'Eulemburg e Thile del contenuto delle sue istruzioni.

Un corriere fu spedito al quartiere generale del Re.

Questa notizia produsse un'immensa sensazione nei circoli diplomatici.

Madrid, 10.

I rapporti tra l'Italia ed il Marocco si sono ristabiliti ieri l'altro colle formalità convenute.

Il trattato di commercio tra l'Italia e la Spagna fu ratificato oggi.

Le persone che hanno preso parte alla dimostrazione repubblicana erano meno di 5000.

Parigi, 11.

Informazioni del ministero:

Seicento prussiani sono arrivati ieri mattina a Château-Thierry ed occuparono pure Ferté-Gaucher.

Il generale Theremin, comandante di Laon, ha fatto la resa della cittadella per salvare la città. La polveriera è saltata alle ore 12 1/2 con una parte della cittadella, dove trovavansi lo stato maggiore prussiano, qualche centinaio di prussiani ed alcune guardie mobili.

I Prussiani sono molto scoraggiati.

Le truppe prussiane sono arrivate venerdì a Montmirail, ed arrestarono i giovani che eranvi riuniti per la coscrizione.

Parigi, 11.

Il *Giornale Ufficiale* dice che Mercier, ministro francese a Madrid, fu dimesso.

Il generale Trochu ha ordinato di abbruciare i boschi che circondano Parigi, quando il nemico si avvicinerà.

Olozaga scrisse a Favre che la Spagna riconosceva la Repubblica, esprimendo il desiderio di mantenere buoni rapporti col governo francese.

Le notizie di Thionville constatano che il comandante della città ha ricusato di arrendersi; la piazza è bene approvvigionata.

Parigi, 11.

Una lettera di Favre, rispondendo a quella di Olozaga, dice:

« Mi è oltremodo grato di ricevere questa testimonianza di amicizia e di fiducia dai rappresentanti d'un paese che ci additò, non è guari, il cammino della libertà Io spero che noi vi progrediremo insieme, strettamente uniti dalla comunanza degl'interessi e delle speranze. »

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 10 settembre 1870, ore 1 pom.

Una piccola depressione barometrica incomincia a mostrarsi nel nord della Penisola. Il cielo e qua e là nuvoloso, il mare generalmente calmo; domina il vento di tramontana.

Una forte burrasca attraversa il nord d'Europa.

Tempo turbato.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 10 settembre 1870.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 759,0	mm 758,0	mm 758,2
Termometro centigrado	18,0	25,5	19,0
Umidità relativa . .	80,0	65,0	75,0
Stato del cielo . . .	nuvolo	sereno e nùvoli	sereno
Vento { direzione . . / forza	SO debole	O debole	O debole

Temperatura massima . . . . + 25,5
Temperatura minima. . . . . + 15,0
Minima nella notte del dì 10 al dì 11 + 16,5

Spettacoli d'oggi.

TEATRO PAGLIANO, 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera-ballo del maestro Gounod: *Faust.*

TEATRO PRINCIPE UMBERTO, 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Verdi: *Rigoletto* — Ballo: *Armida.*

TEATRO NICCOLINI, 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Fioravanti: *Le Cantatrici villane.*

ARENA NAZIONALE, 7 1/2 — La drammatica Compagnia di Achille Dondini rappresenta: *I due sergenti.*

GIARDINO ZOOLOGICO — Gran festa campestre.

FEA ENRICO, *gerente.*

Segue ELENCO N° 159 *delle pensioni liquidate dalla Corte dei conti del Regno d'Italia a favore d'impiegati civili e militari e loro famiglie.*

N° d'ordine	COGNOME E NOME	DATA E LUOGO DELLA NASCITA	QUALITÀ	LEGGE APPLICATA	DATA DEL DECRETO di liquidazione	PENSIONE MONTARE	PENSIONE DECORRENZA	OSSERVAZIONI
154	Trapani Francesco	31 luglio 1826 - Napoli	già ufficiale telegrafico di prima classe	14 aprile 1864 Decreto 17 agosto 1832	27 novembre 1869	1706 »	1 ottobre 1869	
155	Boscono Lorenzo	29 giugno 1800 - Ceva	già veditore doganale di prima classe ad Intra	RR. Patenti 25 marzo 1822	id.	2600 »	1 settembre 1869	
156	Vellecco Serafina	4 maggio 1814 - Napoli	vedova di Trovatino Emanuele capitano dei marinari cannonieri, pensionato	3 maggio 1816	28 id.	340 »	8 agosto 1869	
157	Da Angelis Chiara Maria	18 ottobre 1829 - Caserta	orfane di Antonio già impiegato della cassa di ammortizzazione pensionato e di	id.	id.	85 »	11 marzo 1869	durante lo stato nubile e maritandosi avranno diritto ad un'annata di pensione.
	Id. Maria Amalia	8 febbraio 1832 - Caserta				85 »		
158	Di Blasi Pietro	28 giugno 1813 - Palermo	già guardia doganale comune di terra	13 maggio 1862	id.	495 »	1 novembre 1869	
159	Arlia Mercurio	6 novembre 1816 - Amantea	già guardia doganale scelta di terra	13 maggio 1862 17 maggio 1863	id.	540 »	1 ottobre 1869	
160	Rosso Giuseppe	9 aprile 1810 - Palma	già commesso di seconda classe alla dogana di Sciacca	14 aprile 1864	id.	840 »	1 settembre 1869	
161	Paeta Domenico	17 novembre 1831 - San Remo	già brigadiere doganale di terra	13 maggio 1862 17 maggio 1863	id.	210 »	1 febbraio 1869	
162	Pesci Gio. Battista	11 luglio 1833 - Porto San Giorgio	già sottobrigadiere doganale di terra	id. (*)	id.	195 »	16 gennaio 1869	(*) Vista la decisione della Corte dei conti a sezioni riunite 24 novembre 1869, n. 4843.
163	Montesana Salvatore	15 ottobre 1814 - Cavonia	già commesso di prima classe della dogana di Terranova	14 aprile 1864	id.	1200 »	1 febbraio 1869	
164	Clemente Vincenzo	19 gennaio 1823 - Sassocorbaro	già sottocapo guardiano di seconda classe nell'amministrazione carceraria	id.	id.	468 »	1 novembre 1869	
165	Banchieri Gennaro	20 novembre 1806 - Napoli	ingegnere capo di seconda classe nel Genio civile	id.	id.	3200 »	1 ottobre 1869	
166	Ranzone Elena	22 agosto 1832 - Cossato	ved. di Gamba Scarino aiutante di terza classe nel Genio civile	id.	id.	2100 »	—	per una sola volta.
167	Biaggiotti Maria	19 marzo 1829 - Valgiumenta Rignago	ved. di Belluzzi Luigi già guardiano di prima classe dei bagni penali	id.	id.	1191 »	—	id.
168	De Maria Vincenzo	25 febbraio 1815 - Reggio (Calabria)	già guardia doganale scelta sedentaria	13 maggio 1862	id.	585 »	1 novembre 1869	
169	Accardo Giovanni	4 febbraio 1824 - Resina	già guardia doganale di mare	13 maggio 1862 17 maggio 1863	id.	390 »	id.	
170	Palastro Simone	30 maggio 1804 - Messina	già guardia doganale comune di mare	13 maggio 1862	id.	540 »	id.	
171	Mottes Caterina	28 marzo 1809 - Rivamonte	ved. di Somariva Pietro già minatore presso lo stabilimento metallurgico in Agordo	Reg. austriaco 3 maggio 1817	id.	—	1 dicembre 1869	L. 4 78 e mill. 761 al mese — durante ved.
172	Pedandola Luigia	23 ottobre 1831 - Rivamonte	ved. di Gnech Giovanni armatore di seconda classe nello stabilimento metallurgico di Agordo	Reg. austriaco 3 maggio 1817	id.	—	id.	L. 4 78 al mese — durante vedovanza.
	Gnech Giacomo	13 aprile 1862 Id.	orfani del suddetto					
	Id. Pierina	21 dicembre 1863 Id.		art. 31 della legge 14 aprile 1864		— —	18 marzo 1868	cent. 34, mill. 568 settimanali — a tutto il 12 aprile 1876. cent. 34, mill. 568 settimanali — a tutto il 20 dicembre 1875, od anteriore eventuale provvedimento.
173	De Bei Bernardo	9 novembre 1814 - Venezia	già nocchiere di seconda classe nei Reali equipaggi	11 luglio 1862 26 marzo 1865	id.	700 80	9 novembre 1869	
174	Anelli cav. Raffaele	7 gennaio 1806 - Bari	già ingegnere capo di prima classe nel Genio civile	14 aprile 1864	30 id.	4000 »	1 ottobre 1869	
175	La Mendola Francesco	25 ottobre 1806 - Ogliastro	commesso magazziniere alla direzione del demanio e tasse	id.	id.	1350 »	1 luglio 1869	
176	Mammana Antonio	17 gennaio 1805 - Palermo	già ufficiale di carico dell'abolita Gran Corte dei conti ed archivio della Commissione temporanea dei conti arretrati in Palermo	id.	id.	1836 »	1 novembre 1869	
177	Pastor Andriana	26 marzo 1823 - Venezia	ved. di Minetti Gaetano già sottomaestro guarnitore della marina austriaca, pensionato	Reg. austriaco 1 settembre 1858	id.	—	2 luglio 1869	cent. 51, mill. 851 giornalieri — durante vedovanza, e senza pregiudizio della gratificazione di lire 74 07 concessa con decreto n. 3569 del 23 ottobre 1869.
178	Luciani Adelaide Genueffa	3 febbraio 1813 - Ancona	ved. del cav Benedetto Monti già professore ordinario di medicina legale presso l'Università di Bologna	14 aprile 1864	id.	1179 »	2 settembre 1869	durante vedovanza.
179	De Matteis Luigi	27 ottobre 1826 - Napoli	già sotto ispettore nell'abolita amministrazione del macino in Sicilia	id.	id.	1785 »	—	per una sola volta.
180	Ferrari Margherita	21 maggio 1825 - Pigna	ved. di Sismondini Gio. Battista già preposto delle dogane in riposo	RR. Patenti 20 settembre 1821	id.	141 40	22 ottobre 1869	durante vedovanza.
181	Bachili Gio. Battista	24 ottobre 1808 - Venezia	già timoniere nella 3ª divisione del corpo RR. equipaggi	20 giugno 1851 26 marzo 1865	id.	495 »	16 novembre 1869	
182	Serra Emanuele	10 maggio 1825 - Siracusa	già sottoispettore dell'abolito macino di Sicilia	14 aprile 1864	id.	1870 »	—	per una sola volta.
183	Lombardo Pancrazio	26 maggio 1811 - Taormina	già uffiziale soprannumero nell'abolito macino di Sicilia	id.	id.	977 »	—	id.
184	Filangeri Francesco	1 febbraio 1821 - Palermo	già sotto ispettore nell'amministr. del macino di Sicilia	id.	id.	1275 »	—	id.
185	Mannai Francesco	21 maggio 1808 - Cagliari	già agente di terza classe presso alla dogana di Cagliari	RR Patenti 25 marzo 1822	id.	660 »	1 novembre 1869	
186	Savelli Ulderico	24 marzo 1814 - Udine	2° nocchiere nella terza divisione Reali equipaggi	11 luglio 1852 26 marzo 1865	id.	440 »	16 id.	
187	Ponga Antonio	7 maggio 1819 - Venezia	già nocchiere di 2ª cl., idem	20 giugno 1851 26 marzo 1865	id.	928 »	id.	
188	De Filippis Francesco	28 agosto 1821 - Cava dei Tirreni	già sottotenente nello stato maggiore delle piazze	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1020 »	1 id.	
189	Trombetti conte Costanzo	24 maggio 1819 - Piacenza	già maggiore nello stato maggiore delle piazze	id.	id.	2083 25	id.	
190	Fune Luigi	13 gennaio 1825 - Napoli	già luogotenente nello stato maggiore delle piazze in aspettativa	id.	id.	1125 »	id.	
191	Altieri Vito	4 ottobre 1821 - Celle	già luogotenente di fanteria in aspettativa	id.	id.	1150 »	id.	
192	Deberti Lorenzo	17 dicembre 1821 - Calice	già luogotenente di artiglieria in aspettativa	id.	id.	1440 »	id.	
193	Zanetto Bernardino	2 giugno 1819 - Graglia	già capitano nel corpo Zappatori del Genio	id.	id.	1970 »	id.	
194	Buglione Maria Nicoletta	21 novembre 1818 - Capua Vetere	ved. di Zacchia Antonio già furiere nei veterani	id.	id.	158 33	23 agosto 1869	durante vedovanza.
195	Lendinara Giovanni	26 gennaio 1825 - Padova	già luogotenente di fanteria	id.	id.	1125 »	1 ottobre 1869	
196	Battaggia Carlo	2 giugno 1814 - Venezia	già timoniere guardiano della 3ª divisione RR. equip.	11 luglio 1852 26 marzo 1865	1 dicembre 1869	332 »	16 novembre 1869	
197	Faldella Carlotta	5 luglio 1809 - Casalborgone	ved. di Bogliolo Camillo già segretario di mandamento a riposo	14 aprile 1864	id.	516 »	28 agosto 1869	id.
198	Carcassi Angela	13 novembre 1797 - Firenze	ved. di Pescetti Luigi già direttore delle R. Poste, pens.	Reg. Toscano 22 novembre 1849	id.	896 »	10 novembre 1869	id.
199	Ceri Giovanni	17 luglio 1816 - Firenze	già giardiniere lavorante nell'orto botanico	id.	id.	493 92	1 agosto 1869	
200	Baccei Maria Chiara Felicina	17 febbraio 1851 - Massa	orfana di Gio Battista, pensionato, e della premorta Mazzei Rosa	Decreti Estensi 1 febbraio 1806 6 agosto 1813	id.	320 »	28 settembre 1869	a tutto il 16 febbraio 1871, od anteriore eventuale provvedimento.

ELENCO N° 160 *delle pensioni liquidate dalla Corte dei conti del Regno d'Italia a favore d'impiegati civili e militari e loro famiglie.*

N° d'ordine	COGNOME E NOME	DATA E LUOGO DELLA NASCITA	QUALITÀ	LEGGE APPLICATA	DATA DEL DECRETO di liquidazione	PENSIONE MONTARE	PENSIONE DECORRENZA	OSSERVAZIONI
1	Dragoni Federigo	22 aprile 1824 - Firenze	già guardia di palazzo della cessata Corte granducale Toscana	Reg. Toscano 22 novembre 1849	1 dicembre 1869	420 »	1 novembre 1869	
2	Paradisi Luigi	20 ottobre 1816 - Lucca	già stradiere di 2ª cl. nell'amministrazione del dazio consumo in servizio del municipio di Firenze	id.	id.	1920 »	id.	cioè 1415 45 a carico dello Stato e 504 55 a carico del municipio di Firenze.
3	Gallotti Luigi	5 aprile 1821 - Pavia	già controllore del dazio consumo in servizio del municipio di Pavia	id.	id.	1225 »	1 gennaio 1869	cioè 845 32 a carico dello Stato e 379 68 a carico del municipio di Pavia.
4	Zanasi Caterina	19 febbraio 1811 - Bologna	vedova ed orfani di Musiani Luigi già usciere di questura in Bologna, pensionato	Motu proprio 1 maggio 1828 ed Editto 28 giugno 1843	id.	268 12	15 dicembre 1868	durante vedovanza della madre, l'età minore pei maschi e lo stato nubile per le femmine, da ridursi a L. 201 09 quando i compartecipi siano ridotti a tre, a L. 134 06, se ridotti a due ed anche ad un solo.
	Musiani Alberto	11 febbraio 1848 - Id.						
	Id. Augusto	13 aprile 1851 - Id.						
	Id. Elena	8 agosto 1853 - Id.						
5	Alasia Rosa	22 giugno 1822 - Torino	ved. di Monticelli avv. Silvestro già applicato di 1ª cl. negli archivi generali in Torino	14 aprile 1864	id.	515 »	7 settembre 1869	durante vedovanza.
6	Dello Guitto Anna Maria	16 settembre 1828 - Napoli	ved. di Pandolfi Francesco già guardiano penale, pens.	id.	id.	150 »	28 gennaio 1869	id.
7	Salvagno Francesco Nicola	5 giugno 1832 - Chioggia	già guardia di P. S.	20 marzo 1865	id.	180 »	16 giugno 1869	
8	Viola Luigi	5 marzo 1824 - Vigonovo	già operaio appartenente alla maestranza organizzata stabilita presso la marina austriaca	Ordinanza austr. 6 aprile 1866	Id.	—	5 ottobre 1869	L. 11 40 e mill. 737 al mese.
9	Calderazzi Teresa	10 luglio 1841 - Napoli	orfana nubile di Pasquale ufficiale delle dipendenze militari e di Maria Antonia Piacente, pensionata	3 maggio 1816	id.	127 50	7 marzo 1869	durante lo stato nubile, e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
10	Scarpati Maria	22 aprile 1805 - Napoli	ved. di Salvatore Aulisio ricevitore doganale a riposo	id.	id.	212 50	25 luglio 1868	durante vedovanza.
11	Di Gaeta Maria Antonia	15 febbraio 1832 - Napoli	orfana di Vincenzo brigadiere onorario, 2° tenente del già esercito napoletano e della pensionata Keisel Luisa	id.	id.	1020 »	1 ottobre 1869	durante lo stato nubile, e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
12	Ferrera o Ferrero Caterina	11 gennaio 1808 - Genova	ved. di Ansaldi Giacomo già guardiano di Porto, pens.	14 aprile 1864	id.	160 »	7 settembre 1869	durante vedovanza.
13	Montanaro Maria Giuseppa	22 maggio 1807 - Traetto	ved. di Villani Giuseppe già imp. telegrafico a riposo	3 maggio 1816 art. 31 della legge 14 aprile 1864	id.	102 »	1 agosto 1869	id.
14	Scarsella Margherita	31 ottobre 1796 - Aquila	ved. di De Filippis Pasquale già brigadiere doganale in riposo	3 maggio 1816	id.	76 50	1 maggio 1869	id.
15	Tschabold Caterina Maria	16 dicembre 1802 - Berna	ved. di Gfeller Giovanni 1° tenente svizzero al servizio di Napoli, pensionato	art. 5, §§ 10 e 12 della tariffa del lic. regg. svizzero	3 id.	584 26	11 gennaio 1869	id.
16	Furlanetto Antonio	29 settembre 1823 - Venezia	già timoniere nella 3ª divisione del corpo RR. equipaggi	11 luglio 1852 26 marzo 1865	id.	298 80	16 novembre 1869	
17	Braggion Pasquale	22 agosto 1811 - Sª Margherita di Montagnana (Padova)	id.	id.	id.	332 »	id.	
18	Bajni cav. Giovanni Francesco	6 aprile 1818 - Carrara	già luogotenente colonnello nei cavalleggieri di Caserta	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	3900 »	1 settembre 1869	
19	Testi Rosalinda	22 settembre 1821 - Parma	ved. di Rossi Alessandro già applicato presso la deputazione provinc. di Parma	14 aprile 1864	id.	346 »	10 ottobre 1869	durante vedovanza — cioè 262 25 a carico dello Stato e 83 75 a carico della provincia di Parma.
20	Salari Giovanni Battista	8 febbraio 1803 - Milano	già segretario di 2ª classe nell'amministrazione del Tesoro in disponibilità	id.	id.	2090 »	1 gennaio 1869	
21	Riva Giosuè Pietro	17 ottobre 1803 - Como	già guardiano di 1ª classe nelle carceri giudiziarie	Dirett. austriache	id.	—	1 ottobre 1869	cent. 60, mill. 493 al giorno.
22	Carbone Pietro	30 marzo 1839 - Savona	orfani di Davide già segretario di prefettura e della pensionata Piccone Maria	14 aprile 1864	id.	666 »	29 agosto 1869	fino al raggiungimento dell'età maggiore e lo stato nubile delle femmine.
	Id. Luigia	10 febbraio 1859 - Bobbio						
	Id. Giovanna	8 dicembre 1866 - Trapani						
23	Galvan Michele	5 maggio 1812 - Venezia	già nocchiere di 2ª classe nel corpo RR. equipaggi	11 luglio 1852 26 marzo 1865	id.	525 60	9 novembre 1869	
24	Arcuri Lucia	7 dicembre 1825 - Napoli	ved. di Bielli Achille, già luogotenente in riposo	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	196 87	17 settembre 1869	durante vedovanza.
25	Duranti Ferdinando	11 maggio 1808 - Arezzo	già copista di stralcio alla pretura di Arezzo	Tosc. 22 nov. 1849 Dec. 14 aprile 1852 28 maggio 1851	id.	649 14	1 id.	
26	Raffaele Francesco	8 marzo 1792 - Naso	già pretore di 1ª categoria in Montalbano d'Elicona	14 aprile 1864	4 id.	4533 »	—	per un sola volta.
27	Rinaldi Gennaro	19 settembre 1812 - Campobasso	già ingegnere di 2ª classe nel corpo del Genio civile	id.	id.	2089 »	1 settembre 1869	
28	Vergnano Bartolomeo	13 aprile 1824 - Piovà	già maresciallo d'alloggio nei RR. carabinieri	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1080 »	18 novembre 1869	
29	Ferrettino Giovanni	10 settembre 1824 - Ovada	già guardia di palazzo Reale	id.	id.	534 »	19 id.	
30	Fabbri dottor Gaetano	9 ottobre 1805 - Ravenna	già medico di Sanità marittima	Editto Pontificio 28 giugno 1843	id.	480 »	1 gennaio 1869	
31	Checcarelli Vincenza	14 marzo 1830 - Spoleto	ved. di Vargiù Francesco già custode di Bagni marittimi in riposo	14 aprile 1864	id.	320 »	2 luglio 1869	durante vedovanza.
32	Nicotra Salvatore	16 gennaio 1801 - Catania	già commesso di 2ª classe alla dogana di Catania	id.	id.	960 »	1 ottobre 1869	
33	Francolini dottor Ermenegildo	27 dicembre 1820 - S. Casciano	già professore di meccanica, algebra e trigonometria	Reg. Toscano 22 novembre 1849 14 aprile 1852	id.	1486 63	1 novembre 1869	
34	Sani Girolama	9 giugno 1796 - Siena	ved. di Basetti Giuseppe già aiuto al direttore del registro di Toscana	Reg. Toscano 22 novembre 1849	id.	728 »	11 ottobre 1869	id.

(*Continua*)

SOCIETA ANONIMA ITALIANA

PER LA

REGIA COINTERESSATA DEI TABACCHI

2940

SPECCHIO delle vendite tabacchi fatte nel mese di agosto 1870, *confrontate con quelle del mese corrispondente dell'anno* 1869.

PROVINCIE	ANNO 1870	ANNO 1869	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Alessandria	L. 223,383 35	210,234 »	13,149 35	»
Ancona	96,624 32	91,177 35	5,446 97	»
Arezzo	61,765 60	56,956 60	4,809 »	»
Ascoli Piceno	37,898 85	39,944 35	»	2,045 50
Aquila	61,816 40	56,416 65	5,399 75	»
Avellino	56,949 80	62,100 25	»	5,150 45
Bari	172,294 10	167,327 90	4,966 20	»
Belluno	22,474 35	21,459 70	1,014 65	»
Benevento	31,585 50	30,003 10	1,582 40	»
Bergamo	139,486 65	129,830 15	9,656 50	»
Bologna	215,640 95	209,666 »	5,974 95	»
Brescia	184,059 80	175,749 75	8,310 05	»
Cagliari	126,024 10	118,290 10	7,734 »	»
Campobasso	56,606 95	52,453 30	4,153 65	»
Caserta	250,954 50	231,722 55	19,231 95	»
Catanzaro	73,461 40	74,747 »	»	1,285 60
Chieti	65,190 36	62,550 10	2,640 26	»
Como	128,177 60	117,637 15	10,540 45	»
Cosenza	75,315 35	72,566 40	2,748 95	»
Cremona	122,433 60	120,596 90	1,836 70	»
Cuneo	186,053 25	182,388 20	3,665 05	»
Ferrara	132,046 60	122,204 20	9,842 40	»
Firenze	526,541 25	506,398 25	20,143 »	»
Foggia	81,085 40	76,981 10	4,104 30	»
Forlì	79,790 40	76,835 10	2,955 30	»
Genova	394,398 57	375,402 »	18,996 57	»
Grosseto	40,843 02	40,459 79	383 23	»
Lecce	134,634 17	125,755 05	8,879 12	»
Livorno	131,450 95	134,238 20	»	2,787 25
Lucca	101,784 10	105,398 70	»	3,614 60
Macerata	48,471 43	47,830 68	640 75	»
Mantova	89,633 20	92,883 50	»	3,250 30
Massa e Carrara	53,938 75	53,296 90	641 85	»
Milano	483,565 40	466,793 93	16,771 47	»
Modena	111,104 65	110,981 20	123 45	»
Napoli	630,919 »	579,947 60	50,971 40	»
Novara	200,854 23	193,610 10	7,244 13	»
Padova	170,416 40	170,889 70	»	473 30
Parma	127,612 65	123,701 35	3,911 30	»
Pavia	163,608 55	152,880 49	10,728 06	»
Perugia	148,232 75	123,626 14	24,606 61	»
Pesaro e Urbino	43,528 20	42,319 95	1,208 25	»
Piacenza	94,749 40	87,843 15	6,906 25	»
Pisa	144,065 10	137,776 55	6,288 55	»
Potenza	48,316 20	48,280 »	36 20	»
Porto Maurizio	57,169 40	52,453 50	4,715 90	»
Ravenna	89,705 35	79,084 90	1,620 45	»
Reggio (Calabria)	52,974 09	67,869 60	»	14,895 51
Reggio (Emilia)	77,232 40	72,820 60	4,411 80	»
Rovigo	122,976 63	119,611 »	3,365 63	»
Salerno	112,246 35	108,094 80	4,151 55	»
Sassari	67,528 85	72,737 80	»	5,208 95
Siena	65,247 30	60,463 70	4,783 60	»
Sondrio	14,922 30	14,277 80	644 50	»
Teramo	28,446 75	26,604 40	1,842 35	»
Torino	418,473 10	394,110 85	24,362 25	»
Treviso	80,344 74	82,135 90	»	1,791 16
Udine	147,138 90	127,315 30	19,823 60	»
Venezia	232,873 70	243,028 40	»	10,154 70
Verona	157,819 30	161,362 20	»	3,542 90
Vicenza	97,677 60	98,125 30	»	417 70
L.	8,383,563 91	8,060,247 18	377,964 65	54,647 92
Si defalca la diminuzione	....	....	54,647 92	
Resta l'aumento del mese di agosto 1870	....	....	323,316 73	
Prodotti dal 1° gennaio al 31 luglio	57,092,918 11	56,593,917 17	499,000 94	
Totali . . L.	65,476,482 02	64,654,164 35	822,317 67	

Firenze, li 10 settembre 1870.

Il Capo Ragioniere: F. FERRUZZI.

Visto: *Per il Comitato*:
VERDURA.
L. STROZZI ALAMANNI.

Società Mineralogica Montesanto

Avviso.

L'assemblea generale ordinaria degli azionisti di detta Società è convocata pel 10 ottobre venturo, alle ore 2 pom., nell'ufficio della Società in Genova, via Maddalena, n. 26, piano secondo.

Ordine del giorno.

1. Bilancio al 30 giugno 1870.
2. Relazione del Consiglio e dell'ingegnere.
3. Nomina dei consiglieri scadenti.

2939 IL DIRETTORE.

Cassa centrale di risparmi e depositi

Prima denunzia di un libretto smarrito della serie terza, segnato di numero 148528, sotto il nome di Tantini Enrichetta di Ulisse, per la somma di lire 250.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra il suddetto libretto sarà dalla Cassa centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Firenze, li 7 settembre 1870. 2937

Estratto d'istanza di nomina di perito.

Il signor Federigo di Pietro Cioci, possidente e negoziante dimorante a Firenze, con sua comparsa del dì 7 settembre 1870, a ministero del sottoscritto suo procuratore, ha chiesto al signor presidente del tribunale civile di Rocca San Casciano la nomina di un perito per devenire alla stima dei seguenti beni stabili attinenti al signor Lorenzo Salvetti Giovan Battista, possidente dimorante a Bagno, qual debitore diretto, ed ai signori Antonio ed Alessandro fratelli Silvani, possidenti dimoranti al Trinc, comune di Bagno, quali terzi possessori di uno dei fondi di che in appresso, cioè:

Quanto al signor Lorenzo Salvetti.

1. Un podere denominato Fiume, situato nel popolo di Selvapiana, comune di Bagno, composto di diversi appezzamenti di terreno di varia qualità e natura, a cui confinano: 1° lo stesso signor Salvetti, 2° Mordenti, 3° fratelli Guidi, 4° Fiume Savio, 5° Ruggeri, 6° Benvenuti, 7° fosso del Gatto, 8° fosso di Valdagneto, 9° Facciani, 10 Mancini, 11. Para, 12. Maioli, 13. Gabiceini, 14 Spighi, 15. Macchefrozzi, 16. chiesa di Sajaccio, o se altri salvo ecc.

2. Un podere detto Ca di Baudino, situato in detto popolo e comune, composto come sopra, cui confina: 1° Silvani, 2° fratelli Guidi, 3° Rossi, 4° Mordenti, 5° chiesa di Selvapiana, 6° Maioli, 7° Melai, 8° Tocchi, 9° Vendetta, o se altri salvo ecc.

3. Altro podere denominato parimente Fiume, situato in detto popolo e comune, composto come sopra, cui confinano: 1° Benvenuti, 2° Fiume Savio, 3° Salvetti, 4° fosso di Sajaccio, 5° Miliani, 6° fosso del Doccino, 7° fratelli Guidi, 8° eredi Lanza, o se altri salvo ecc.

4° Altro podere denominato parimente Fiume, situato in detto popolo e comune, e composto come sopra, cui confinano: 1° Salvetti da più lati, 2° fratelli Benvenuti, 3° Para, 4° Spighi, 5° Fiume Savio, 6° Miliani Giuseppe, 7° fosso di Sajaccio, 8° chiesa di Selvapiana, o se altri salvo ecc.

5. Altro podere detto Ridapio, posto nel popolo di Crocesanta, comune di Bagno, composto come sopra, cui confina: 1° Salvetti da più lati, 2° il podere detto Lombardesca, 3° eredi Damiani, 4° fosso della Sabettina, 5° Melai, 6° Silvani, 7° Spighi, 8° Biozzi, 9° fosso del Fossatone, 10. Portolani, 11. Crociani, 12 Spighi Giovan Paolo, 13. Spighi Gaetano, 14. eredi Babbini Salvetti, 15. Portolani Giovanni, 16. Silvani Mario, o se altri salvo ecc.

6. Altro podere denominato Metato, posto nel comune di Verghereto, composto di più e diversi appezzamenti di terreno di varia qualità e natura, cui confina: 1° Salvetti, 2° via pubblica, 3° Nuti, 4° Landucci, 5° Gorini, 6° Venturini, 7° Mazzotti, 8° Manetti, 9° Balassini da più lati, 10 Biozzi, 11. strada del Ronco dell'Asino, 12 Lazzeri, 13. Bussi, 14. fosso della Testa del Leone, 15. Valbonesi, 16 Salucci, 17. strada vicinale, 18. strada delle Balze, 19. strada della Cella, 20. cappella di San Fabiano, 21. Dezzi-Bardeschi, 22. Spighi Giovanni, o se altri salvo, ecc , e

Quanto ai signori fratelli Antonio e Alessandro Silvani:

Un podere denominato Carnajo, quattro case coloniche, situato nel popolo di Monte Granelli, comune di Bagno, composto come sopra, cui confina: 1° Spighi Angiolo, 2° Spighi Pasquale, 3° Spighi Antonio, 4° Spighi don Antonio, 5° Facciani, 6° Rinaldini, 7° fosso di Prato Albino, 8° Salvetti, 9° chiesa di Monte Granelli, 10. podere del Monte, 11. Babbini, 12. strada provinciale, o se altri salvo ecc.

I quali sopraddescritti beni ai libri estimali della comune di Bagno sono rappresentati dalle particelle catastali di n. 498, 557, 559, 519, 579, 580 sezione A, 440, 440^2, 442, 452, 452^2, 522, 467, 444, 446, 448, 449, 451, 470, 471, 472, 469, 506, 515, 521, 527^2, 630 sezione C, 375, 376, 506, 512, 590^2, 591, 595, 604, 606, 619, 629, 633, 1420, 1421, 1424, 1437, 1460, 1462, 1467, 1464, 2368, 1466, 1465, 2369, 1542^2, 1559, 1560, 1561, 1574, 1577, 1599, 1600, 1601, 576, 582, 583, 2304, 2344, 652, 2345, 1541, 651, 2305, 345, 359, 361, 513, 515, 368, 332, 650, 590, 580, 2260, 1542, 1359, 1817, 1818, 1882, 1895, 2012, 2013, 2036^2, 2050, 2051, 2052, 2055, 2029, 2011, 2053, 2054, 2055, 2542, 485, 486, 487, 491, 499, 500, 502, 507, 508, 514, 516, 528, 529, 532, 535, 540, 549, 555, 558, 589, 613, 1512, 1517, 1520, 501, 554, 557, 559, 574, 588, 592, 596, 2362, 360, 362, 363, 366, 367, 369, 371, 488, 482, 492, 594, 595^2, 364, 372, 578, 579, 581 sezione D, 735 e 737 sezione E, 192 e 193 sezione N, 1199, 1223, 1224, 1228, 1233, 1234, 1227, 1222, 1476, 1477, 1225, 1478, 1226, 1479, 1230, 1231, 1480, 1232, 1482, 1483 sezione P, 1100, 1047, 1049, 1050^2, 1127, 1051, 2116, 1048, 1050, 1052 sezione Q, con rendita imponibile di lire toscane 838 12, pari a lire it. 704 02.

E nella comune di Verghereto dalle particelle catastali di n. 38, 40, 49, 50, 52, 53, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 461, 75, 88, 95, 96, 98, 100, 248, 252, 253, 254, 256, 257^2, 257^3, 257^4, 257^5, 257^6, 264, 265^2, 294, 295, 332, 332^2, 333, 334, 358, 359, 360, 361, 362, 364, 366, 367, 370, 372, 371, 374, 375, 376, 377, 388^2, 365, 368, 369, 373, 411^2, 452, 453, 454, 455, 456, 459, 255, sezione M, con rendita imponibile di lire toscane 925 59, pari a lire italiane 774 14.

Da espropriarsi a danno di detto Lorenzo Salvetti Giovan Battista, qual debitore diretto e principale, e dei nominati Antonio e Alessandro fratelli Silvani, quali terzi possessori del suddetto podere denominato il Carnajo nei modi di ragione, all'effetto che l'istante signor Federigo Cioci possa ottenere pagamento di un di lui credito ipotecario inscritto sugli stabili predetti nel relativo giudizio di graduatoria da instanzarsi avanti il tribunale surriferito in esecuzione del pubblico instrumento del dì 28 giugno 1869, rogato dal notaro Berti, registrato a Rocca San Casciano li 29 giugno detto, vol. 6° Atti pubblici, fol. 22, num. 152, con lire 84 70, da Aleotti ricevitore, ed in ordine al precetto esecutivo del dì 4 agosto decorso, debitamente registrato in cancelleria con marca da bollo da lire 1 10 annullata, e trascritto all'uffizio delle ipoteche di Modigliana li 24 agosto detto, vol. 4, art. 179.

Con detta comparsa furono depositati in cancelleria del detto tribunale i seguenti documenti:

1° Copia autentica del pubblico instrumento sunnominato.

2° Il precetto esecutivo del dì 4 agosto 1870 surriferito.

3° Il mandato di procura del dì 4 agosto detto, recognito dal notaro Mazzoni

4° La nota della iscrizione ipotecaria presa all'uffizio di Modigliana li 2 luglio 1869, vol. 121, art. 62.

Fatto li 7 settembre 1870.

2922 Dott. LUIGI CIANI, proc.

Avviso.

Tutti coloro che per qualche titolo fondato in diritto professano crediti o vantano qualsiasi altra pretesa verso il signor Antonio Lusenti, negoziante in pellami in questa città, sono invitati a voler insinuare nei modi prescritti dalle vigenti leggi processuali le analoghe loro domande entro il giorno dieci (10) del prossimo venturo mese di ottobre presso il sottoscritto dott. Angelo Corridori, notaio residente in questa città, contrada Cicogna al civico numero 545, quale commissario giudiziale nella procedura di componimento amichevole tra li creditori del nominato signor Lusenti, avviata da questo R. tribunale provinciale col decreto 29 luglio 1870, numero 4377, sotto le comminatorie indicate nei §§ 35, 36, 38 e 39 della legge 17 dicembre 1862.

Con altro avviso poi il sottoscritto notificherà a quei creditori, i quali entro il sopra prefinito termine si saranno insinuati, il luogo, giorno ed ora in cui verranno presso di lui convocati per le trattative del componimento suindicato.

Mantova, addì 30 agosto 1870.

2895 Dott. ANGELO CORRIDORI.

Situazione del dì 31 del mese di Agosto 1870

DEL BANCO DI SICILIA

Con sede in Palermo ed in Messina.

ATTIVO.

Numerario esistente nelle casse delle sedi	L. 35,149,389 57
Cambiali in portafoglio e scadenti nel trimestre	» 3,857,457 75
Dette » a più lunga scadenza	» 356,083 05
Anticipazioni sopra deposito di fondi pubblici ed altri titoli garantiti dallo Stato, dalle provincie e dai comuni	» 2,146,567 26
Buoni del Tesoro	» 2,734,905 37
Debitori diversi per titoli senza speciale classificazione	» 4,628,996 13
Effetti in sofferenza	» 100,089 30
Valore di mobili esistenti	» 4,380 37
TOTALE DELLE ATTIVITÀ	L. 48,977,868 80
Spese del corr.e esercizio da liquidarsi in fine dell'annua gestione. Di primo stabilim. L. 18,000 »; D'ordinaria amministrazione » 57,434 68	» 75,434 68
	L. 49,053,303 48

PASSIVO.

Capitale effettivamente versato	L. 10,189,259 10
Conti correnti senza interesse	» 2,149,760 29
Sovvenzioni avute sui fondi pubblici	» 10,591,750 »
Creditori diversi per titoli senza speciale classificazione	» 25,958,033 71
TOTALE DELLE PASSIVITÀ	L. 48,888,803 10
Rendite del corr.e esercizio da liquidarsi in fine dell'annua gestione. Sconti e provvisioni. L. 43,796 41; Utili durante l'esercizio » 120,703 97	» 164,500 38
	L. 49,053,303 48

Visto
Il Direttore Generale
A. RADICELLO.

Il Ragioniere capo
V. RICCO.

Per copia conforme:
Il Segretario Generale: GIUSEPPE CIOTTI. 2934

SOCIETÀ IMPERIALE DELLE STRADE FERRATE
DELLA TURCHIA IN EUROPA

Si avvisano i portatori delle obbligazioni create per la costruzione delle strade ferrate della Turchia in Europa che il terzo versamento di 25 franchi di Francia per obbligazione esigibile dal 15 al 25 settembre 1870 sarà pagabile

a *Vienna*, alla Banca Anglo-Austriaca.
a *Parigi*, presso i signori Heutsch Lutscher e C.
a *Costantinopoli*, alla Banca Imperiale Ottomana.
a *Francoforte S|M*, dal signor B. H. Goldschmidt.
a *Amsterdam*, Banca di Credito e Depositi dei Paesi Bassi.

I titoli sui quali il suddetto versamento di fr. 25 non sarà stato fatto all'epoca qui sopra indicata non parteciperanno alle estrazioni, e nel caso che sortissero saranno semplicemente rimborsate coll'ammontare dei versamenti effettuati avanti l'estrazione.

In caso di ritardo nel versamento, il portatore sarà passibile di un interesse a ragione di 6 per cento sulla somma non versata all'epoca prescritta.

In mancanza di pagamento nei sei mesi a datare dal 25 settembre 1870, i titoli non in regola potranno essere venduti a rischio e pericolo dei portatori, senza bisogno di altro avviso, essendo messi già in mora dal fatto stesso della scadenza del termine.

Dal 15 al 25 settembre 1870 i portatori avranno diritto di liberare completamente i loro titoli sotto sconto 3 per cento con fr. 67 38 ciascuno.

I versamenti non potendosi fare che nelle piazze sopra rammentate, la Banca Anglo-Austriaca di Vienna, per conto della quale sono stati ricevuti in Firenze i primi versamenti, ha incaricato i signori Emanuelle Fenzi e C. di riceverli dietro la consegna dei titoli, che saranno spediti a Vienna a rischio e pericolo dei portatori per farvi apporre la stampiglia di ricevuta, e contro il contemporaneo pagamento delle somme da pagarsi, più le spese di trasmissione, che saranno a loro carico. 2932

Tribunale civile di Firenze.
(*Ufficio Uscieri*).

L'anno mille ottocento settanta, e questo dì nove settembre in Firenze.

A richiesta del signor Gaetano Corsini, negoziante di generi di salsamenteria, domiciliato in Firenze, elettivamente nello studio del dottor Giovanni Giovannoni,

Io sottoscritto usciere, addetto al tribunale civile e correzionale di Firenze, ho citato e cito il signor Sergio Donaouroff, domiciliato in Russia, per comparire la mattina del dì 17 dicembre prossimo 1870 avanti il tribunale civile e correzionale di Firenze per sentirsi condannare al pagamento di lire 3300 per le cause espresse nell'atto di citazione, ed in forza dei titoli che saranno depositati nei termini e modi di legge, e per sentire altresì accogliere le istanze accessorie formulate in detto atto, con refusione delle spese, ecc.

2938 EUGENIO MORI, usciere.

Istanza per nomina di perito.

Angiolo Calabri, possidente e negoziante domiciliato nella terra di Rocca San Casciano, rappresentato dal dottore Alamanno Berti, ha in questo giorno fatta istanza al signor presidente del tribunale civile e correzionale di detta terra acciò nomini un perito per procedere alla stima di una casa posta sulla piazza Garibaldi nella terra medesima al numero civico 24, di proprietà di Tommaso del fu Bernardo Ragazzini, possidente domiciliato nello stesso luogo, della quale esso Calabri promuove la subastazione

Rocca San Casciano, 7 settembre 1870.

2943 Dott. ALAMANNO BERTI, proc.

INTENDENZA PROVINCIALE DI FINANZA IN MILANO

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n° 3036, e 15 agosto 1867, n° 3848.

Si notifica che alle ore 10 ant. del giorno 26 settembre corrente ed occorrendo nel successivo giorno, in una delle sale della prefettura di Milano, innanzi a Sua Eccellenza il prefetto presidente della Commissione provinciale o di un membro di detta Commissione da esso delegato e coll'assistenza di un rappresentante l'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali.

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà esser fatto sia in numerario o biglietti di Banca in ragione del cento per cento, sia in titoli del debito pubblico al corso di borsa a norma dell'ultimo listino pubblicato nella gazzetta ufficiale della provincia anteriormente al giorno del deposito, sia in obbligazioni ecclesiastiche al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo d'incanto dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10ª dell'infrascritto prospetto.

5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del Regolamento 22 agosto 1867, N. 3852.

7. Entro dieci giorni della seguita aggiudicazione l'aggiudicatario dovrà depositare il cinque per cento del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse relative, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso d'asta staranno a carico dell'aggiudicatario o ripartite fra gli aggiudicatari in proporzione del prezzo di aggiudicazione, anche per le quote corrispondenti ai lotti rimasti invenduti.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti, quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 ant. alle 4 pom. negli uffici della Regia prefettura suddetta.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del Demanio e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

Avvertenza. — Si procederà, a termini degli art. 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	DESCRIZIONE DEI BENI — Denominazione e natura	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura locale	VALORE estimativo	Ammontare del deposito da farsi prima dell'asta per concorrere agli incanti	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	616	Mensa Vescovile di Lodi	Villa Pompeana, Cervignano, Galgagnano e Boffalora d'Adda	Vasto tenimento costituito da terreni aratori, irrigatori, con ragioni d'acqua propria, prati, marcitori e boschi con caseggiati colonici d'abitazione pei fittabili ed opifici da molino, denominati: Poderi, Dosso, Gardino, Colombara e Pollone, Cagnola, Cassina nuova, Ritirata, Fornasotto e Boschi Acqua fredda, Fornace vecchia, Mondugone, Mezzano ed uniti, Dosso del Vescovo, Geralino, Mezzanino ed uniti.			624,782 82	62,478 30	500 —
				Siti in comune di *Villa Pompeana* in mappa ai num. 89, 90, 91, 91 1/3, 104, 104 1/2 sub 1 e 2, 91 1/4 coll'estimo di scudi 584 4 1	6,2842	96 — —			
				Cervignano in mappa ai num. 109 sub 3, 109 1/6, 109 1/7, 202 sub 1, 107 1/2, 109 sub 4, 109 1/8, 110, 111, 111 1/4, 202 sub 2, 213, 214 coll'estimo di scudi 4937 4 1	28,6886	438 8 —			
				Galgagnano in mappa ai num. 153, 10 sub 1 e 2, 54, 57 sub 1, 48, 154, 32 1/2, 58, 70, 125, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 46, 52, 53, 56, 59, 60, 63, 64, 65, 68, 69, 152, 99, 101, 102, 103, 114, 115, 116, 119, 121, 122, 123, 124, 139, 140, 141, 142, 144, 67, 92, 93, 50, 51, 126, 128 sub 1 e 2, 131, 132, 145, 159, 166, 167, del 34, del 35, 36, 147, 33, del 15, 16 1/2, 30, 17, 19, 20, 77 sub 1 e 2, 81, del 83 sub 2, 84, 84 1/2, 89, 90, 90 1/2, 10 1/3, 44, 45, 47, 49, 95, 96, 97, 98, 100, 111, 113, 117, 118, 137, 138, 151, 42, 150, 13 1/2, 94, 104, 155, 156, 157, 158, 161, 143 sub 1 1/3, 143 sub 1 1/2, 143 sub 1 1/4, 143 sub 1 1/6, 162, 163, 164, 165, 169, 170, 168 coll'estimo di scudi 33699 2 2	417,0800	6372 12 —			
				Boffalora d'Adda in mappa ai num. 283 1/3 sub 1, 7, 8, 262 sub 1 e 2, 268 sub 1, 269, 272, 280 sub 1, 281 sub 1, 281 1/4, 324, 331, 332, 339, 346, 264, 347, 351, 362, 353, 364, 365 sub 1 e 2, 366, 374, 375, 376 sub 1 e 2, 383, 384, 385, 386, 387, 389, 390, 403, 409, 411 coll'estimo di scudi 3931 2 2	122,2686	1868 3 —			
				Avvertenza. — Il perticato ed estimo sovraesposti corrispondono all'intestazione censuaria e non già al possesso di fatto, il quale risulta meglio determinato e distinto nel capitolato che forma parte integrante degli atti di vendita.					

2933 Milano, li 6 settembre 1870. *L'Intendente*: CACCIAMALI.

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA